

parce qu'elle doit s'élargir à d'autres révolutions nationales jusqu'à aboutir à la révolution mondiale, sous peine d'asphyxie ou de dégénérescence, que nous considérons comme une erreur de se fonder sur des prémisses matérielles.

C'est en se rattachant aux mêmes considérations politiques que l'on doit expliquer, en dernière analyse, le « bond » de la révolution russe, par dessus les étapes intermédiaires. La Révolution d'Octobre a démontré que dans l'époque de l'Impérialisme décadent, le prolétariat ne pouvait s'arrêter à la phase bourgeoise de l'évolution mais devait la dépasser en se substituant à la Bourgeoisie incapable de réaliser son programme historique. Pour atteindre cet objectif, les bolchéviks n'avaient nullement à inventorier le capital matériel, les forces productives disponibles, mais bien à évaluer le rapport des classes.

Encore une fois, le saut n'était pas conditionné par des facteurs économiques, mais politiques, tandis qu'il ne pouvait prendre toute sa signification, au point de vue du développement matériel, que par la soudure de la révolution prolétarienne avec la révolution mondiale. L'« immaturité » des pays retardataires, qui impliquait le saut aussi bien que « la maturité » des pays avancés se trouvaient ainsi incorporées au même processus de l'évolution mondiale de la lutte des classes.

Lénine a fait justice des reproches adressés aux bolchéviks d'avoir pris le pouvoir: « ce serait une faute irréparable de dire que puisqu'il y a déséquilibre reconnu entre nos forces économiques et notre force politique, il ne fallait pas prendre le pouvoir ! Pour raisonner ainsi, il faut être aveugle, il faut oublier que cet équilibre n'existera jamais et ne peut pas exister dans l'évolution sociale, non plus que dans l'évolution naturelle et que c'est seulement à la suite de nombreuses expériences, dont chacune prise à part sera incomplète et souffrira d'un certain déséquilibre, que le socialisme triomphant peut être créé par la collaboration révolutionnaire des prolétaires de tous les pays ».

Un prolétariat, si « pauvre » soit-il, n'a pas à « attendre » l'action de prolétaires plus « riches » pour faire sa propre révolution. Qu'après celle-ci les difficultés se multiplieront par rapport à celles rencontrées par un prolétariat plus favorisé, c'est

l'évidence même, mais l'Histoire n'offre pas le choix !

La nature de l'époque historique fait que les révolutions bourgeoises, dirigées par la Bourgeoisie, sont révolues. La survivance du Capitalisme est devenue un frein au progrès de l'évolution et, par conséquent, un obstacle à l'épanouissement d'une révolution bourgeoise qui se trouve, privée de la soupape d'un marché mondial saturé de marchandises; en outre la Bourgeoisie ne peut plus s'assurer le concours des masses ouvrières, comme ce fut le cas en 1789, mais comme ce ne fut déjà plus le cas en 1848, en 1871 et en Russie, en 1905.

La Révolution d'Octobre fut la saisissante illustration d'un de ces apparents paradoxes de l'Histoire, et elle donna l'exemple d'un prolétariat achevant une éphémère révolution bourgeoise, mais obligé d'y substituer ses propres objectifs pour ne pas retomber sous la coupe de l'Impérialisme.

La Bourgeoisie russe fut originellement affaiblie par l'hégémonie du capital occidental sur l'économie du pays. Ce dernier, comme prix de soutien au tsarisme, préleva une part importante du revenu national, entravant ainsi le développement des positions économiques de la Bourgeoisie.

1905 apparaît comme une tentative de révolution bourgeoise d'où la bourgeoisie est absente. Un prolétariat fortement concentré avait déjà pu se constituer en une force révolutionnaire indépendante, obligeant la bourgeoisie libérale, politiquement incapable, à se maintenir dans le sillage de l'impérialisme autocratique et féodal, mais la révolution bourgeoise de 1905 ne put aboutir à une victoire prolétarienne, parce que, bien que surgie de l'ébranlement provoqué par la guerre russo-japonaise, elle ne correspondait pas à une maturation des antagonismes sociaux à l'échelle internationale et qu'ainsi le Tsarisme put recevoir l'appui financier et matériel de toute la bourgeoisie européenne.

Comme le remarque Rosa Luxembourg : « La révolution de 1905-1907 n'avait trouvé qu'un faible écho en Europe; aussi devait-elle rester un chapitre préliminaire. La suite et la fin étaient liées à l'évolution européenne ».

La révolution de 1917 devait éclore dans des conditions historiques plus évoluées.

Dans la « Révolution prolétarienne », Lénine en a caractérisé les phases successives.

Nous ne pouvons mieux faire que de le citer :

« Nous avons été d'abord avec toute la classe paysanne contre la monarchie, contre les grands propriétaires fonciers, contre la féodalité et ça a été la révolution bourgeoise, démocratique-bourgeoise. Ensuite, nous avons été avec la classe paysanne pauvre, avec le demi-prolétariat, avec tous les exploités contre le Capitalisme, y compris les riches campagnards, les accapareurs, les spéculateurs et, dès lors, la révolution est devenue socialiste... »

» Tenter de dresser une muraille de Chine entre ces deux révolutions, de les séparer autrement que par le degré de préparation du prolétariat et le degré de son union avec la classe pauvre des campagnes, c'est dénaturer le marxisme, l'avilir et le remplacer par le libéralisme. C'est vouloir.

en se référant au progrès que représente le régime bourgeois par rapport à la féodalité. faire œuvre de réaction en défendant ce régime contre le socialisme ».

La dictature du prolétariat fut l'instrument qui permit, d'une part d'amener la révolution bourgeoise à terme et d'autre part, de la dépasser. C'est ce qui explique le mot d'ordre des bolchéviks : « la terre aux paysans » contre lequel s'est élevée Rosa Luxembourg, erronément à notre avis.

Avec Lénine, nous disons que : « les bolchéviks ont rigoureusement distingué la révolution démocratique bourgeoise de la révolution prolétarienne; en menant jusqu'au bout la première, ils ont ouvert la porte à la seconde. C'est la seule politique révolutionnaire, la seule politique marxiste. »

(A suivre.)

MITCHELL

## Dans la Fraction

Nous publions ci-dessous deux articles de discussion.

LA REDACTION.

### Un peu de clarté s'il vous plaît

Au mois de septembre écoulé s'est tenu le Congrès de la fraction.

La discussion la plus importante eut lieu au sujet des problèmes de la fraction; le document Jacob fut le pivot de toute la discussion du Congrès.

Une divergence importante s'est vérifiée à propos du nom de notre organisation. Cette divergence, indépendamment de la solution hâtive et superficielle qu'elle a trouvée, doit continuer et être approfondie par notre fraction, pour déterminer son poids et son importance réelles.

La question de nom mise à part, le document Jacob a été approuvé à l'unanimité par le Congrès avec deux ajoutes toutefois: l'une signée par Jacob et d'autres camarades, l'autre par Candiani, etc.

Les deux ajoutes, a-t-on affirmé au Congrès, concernaient exclusivement un problème de perspectives évaluées différemment par les signataires de l'une ou de l'autre ajoute; la question programmatique (document Jacob) était, je le répète, acceptée par l'unanimité des délégués. Voilà la signification précise du vote et l'incident Gatto-Vercesi (qui a été d'ailleurs expliqué dans « Bilan ») au moment du vote est très clair et ne permet pas d'équivoque.

Voilà ce qui s'est passé au Congrès.

Deux mois après le Congrès, la musique change. Des signataires de la motion Candiani, etc., affirment: « il paraît que la résolution Candiani est un complément au document Jacob, au moins c'est en cela que résidait l'effort de quelques camarades qui voulaient donner une telle signification au vote. Mais, en réalité, la résolution susdite repousse les conclusions et, par cela même, la deuxième partie du document Jacob, elle ne peut donc être considérée comme un complément ».

Il est évident que tout camarade est libre de voter comme il lui semble utile, dans l'intérêt de notre organisation. S'il n'en était pas ainsi, nous serions une église et non une organisation révolutionnaire.

Il y a toutefois, à mon avis, une condition et celle-ci consiste à ne pas jouer sur les équivoques pour rendre impossible, aux membres de la fraction, la compréhension des problèmes que nous essayons de résoudre ensemble.

Deux mois après le Congrès, je crois être en droit de demander si la résolution Jacob a été votée, si elle est partagée par les signataires de la résolution Candiani. Il y a déjà assez d'une équivoque au sujet du nom pour ne pas en créer d'autres.

Opposer l'ajoute Candiani au document Jacob, c'est là un subterfuge peu sérieux: 1° parce que la question du nom mise de côté, cette ajoute ne dit rien qui ne puisse être partagé